

Les externalités de la croissance :

L'exploitation des ressources naturelles

Sols, sous-sols, eau, énergie... Rares sont les ressources qui ne subissent pas une intense exploitation humaine. Cette pression anthropique modifie les paysages et les usages et exacerbe les inégalités...

Energies fossiles : la fin d'une ère. Jusqu'au milieu du 18^{ème} siècle, l'Homme exploitait exclusivement les énergies disponibles à la surface de la terre : bois, vent, traction animale... L'activité d'extraction s'est développée au 19^{ème} siècle, puis la consommation énergétique mondiale a explosé au 20^{ème} siècle. Mais la consommation d'énergie n'est pas équitablement répartie : 20% de la population consomme 80% de l'énergie, et 2 à 3 milliards d'individus vivent sans électricité.

Aujourd'hui, les trois principales *énergies fossiles* (pétrole, charbon, gaz) couvrent 80% de la consommation énergétique mondiale. Les *énergies renouvelables* ne représentent que 13,5% des énergies comptabilisées dans le monde. De plus, près de la moitié vient de la combustion du bois et des déchets dont le caractère renouvelable est très discutable. La *pénurie des énergies fossiles* est annoncée : on estime à moins de 100 ans l'autonomie mondiale, dont à peine 40 ans pour le pétrole. Le charbon a une autonomie de près de 200 ans, mais c'est l'énergie fossile la plus polluante actuellement.

Unanpourlaplanete.org

Le prix de l'essence franchit le cap des deux euros le litre

L'essence sans plomb 95 a franchi le seuil symbolique des deux euros le litre dans une station à Paris, selon les données publiées mardi 13 mars par le site spécialisé Carbeo.

Un litre de SP 95 se vendait 2,020 euros le litre à la pompe d'un parking situé rue Saint-Antoine, près de la place de la Bastille, dans le quatrième arrondissement de la capitale.

Les prix de l'essence sans plomb ont atteint de nouveaux sommets en France la semaine dernière, à 1,6211 euro en moyenne pour le litre de sans plomb 95 et à 1,6610 pour celui de sans plomb 98, selon les données publiées lundi par le ministère du Développement durable.

Challenge.fr

6^{ème} Forum mondial de l'eau. Marseille 12/03/2012. Afp.fr

François Fillon ouvre le 6e Forum mondial de l'eau –

[François Fillon ouvre le 6e Forum mondial de l'eau - YouTube](#)

Des réfugiés environnementaux de plus en plus nombreux.

« Réfugié environnemental ». Le terme émerge pour catégoriser les personnes déplacées suite à des catastrophes naturelles extrêmes... Ce sujet fait ainsi l'objet d'un premier rapport annuel édité par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Institut de développement durable et des relations internationales (Iddri). Séismes à Haïti et au Chili, incendies en Russie, inondations au Pakistan, tempête Xynthia en France, fonte des glaciers népalais, désastres environnementaux au Brésil... Autant d'études de cas rédigées par des étudiants de master de l'IEP-Paris pour l'année 2010.

Ceci dit, des chiffres précis émergent : les migrants environnementaux auraient été 15 millions en 2009, 38 millions en 2010 – beaucoup plus que les réfugiés pour cause de guerre, estimés à un peu moins de 5 millions. Entre le tsunami de Fukushima, la sécheresse en Afrique et les inondations en Asie orientale, 2011 devrait accoucher de données équivalentes. Si le fait n'est pas nouveau – l'histoire humaine a été riche en catastrophes –, les statistiques de l'OIM ou du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) laissent entendre que la fréquence des événements naturels extrêmes va croissant depuis quelques décennies. De même que le nombre de réfugiés, que ces organismes n'hésitent pas à chiffrer à plusieurs centaines de millions dans un proche avenir ?

François Gemenne, Pauline Brücker et Judith Glasser (dir.), « [The State of Environmental Migration 2010](#) », 11 décembre 2011, disponible en pdf sur www.iddri.org

Le match du siècle : crise économique contre crise écologique

Chez Sylvain Gouz.rue89.

Dans son blog, Sylvain Gouz analyse l'économie, la société et les médias, avec les yeux ouverts, l'esprit aiguisé et le souci de s'adresser à tous, de faire œuvre de pédagogie, bref de remplir un rôle de citoyen-journaliste. 23/11/2011 à 11h29

Ça va, ça vient. Dans les médias comme dans nos têtes : la peur du désastre de la récession et du chômage de masse nous envahit, chassée l'instant d'après par la crainte du réchauffement climatique auquel seraient dus, selon certains, les extrêmes météorologiques (sécheresse ici, inondations là) qui semblent se multiplier.

En apparence les deux crises sont contradictoires. Quand la crise économique s'amplifie et que la croissance est en berne (cas de l'Europe) l'activité industrielle fléchit. Or c'est une des principales sources d'émission de CO2 à l'origine précisément du réchauffement de l'atmosphère. Dans nos pays à croissance molle, les suites du protocole de Kyoto et les pseudo-engagements de la triste conférence d'Amsterdam devaient donc être faciles à assumer.

Retrouver les fruits de la croissance.

Mais ce n'est qu'une apparence. Car face aux détresses sociales qu'une vraie récession ne manquerait pas de provoquer, face aussi aux attentes des agences de notations, investisseurs et marchés financiers réunis, les gouvernants européens n'ont que deux mots à la bouche, austérité et croissance. Dans une certaine mesure on les comprend, comme on comprend la plupart de ceux qui, déjà pénalisés par la crise, veulent retrouver ces fameux « fruits de la croissance » tellement célébrés depuis un demi-siècle que leur nécessité a été intériorisée.

« Relançons la croissance, réindustrialisons la France ! » quasiment le même cri du cœur jaillit à gauche et à droite... le réchauffement du climat, on verra ça plus tard.

Risque nucléaire ou dérèglement climatique

Et pour corser le tout, l'accident de Fukushima montant en épingle les dangers de l'énergie d'origine nucléaire provoque comme une contradiction interne au sein de la crise écologique. Quel est le plus grand danger ? en schématisant : être contaminé par les dégâts causés à une centrale nucléaire ou être submergé par la montée des eaux, conséquence prévisible des dérèglements climatiques.

L'Allemagne, dans un grand consensus post-Fukushima, a fait passer devant la peur du nucléaire, forte qu'elle est de ses réserves de charbon et de ses excellentes relations avec la Russie grande pourvoyeuse de gaz. L'ennui c'est que l'énergie issue de ce gaz, et encore plus de ce charbon est émettrice de CO2 sans commune mesure avec celle tirée des centrales nucléaires. Lesquelles centrales présentent par ailleurs d'autres inconvénients écologiques comme le stockage incertain des déchets.

La Chine, tout occupée qu'elle est à forcer sa croissance économique pour éviter une quelconque explosion sociale ou politique, se préoccupe, semble-t-il, aussi peu de ménager le CO2 que du nombre de morts dans ses mines de charbon. Elle ne s'engage pas moins vers une certaine nucléarisation de sa production d'énergie.

Et chez nous, en France, le « j'aime la sortie du nucléaire, moi non plus » auquel se sont livrés socialistes et verts durant quelques jours face au « vive le nucléaire » répété à l'envi par Sarkozy et Fillon, a de quoi déboussoler.

Changer de mode de vie : rude tâche

Tentons de mettre un peu d'ordre dans tout cela :

- La croissance à forte densité énergétique qu'a connue l'Occident durant un siècle est condamnée. A la fois par les dégâts écologiques subséquents et par la hausse des coûts de l'énergie (diminution des ressources fossiles).
- Si la diminution radicale des inégalités (de revenus, de statuts) conditionne l'avenir de nos sociétés, la remise en cause de notre conception matérialiste du bien-vivre (pour ne pas galvauder le mot bonheur) est la seule issue qui puisse préserver la cohésion sociale tout en engageant à large échelle la transition écologique nécessaire.

Ce sont donc les paradigmes mêmes de notre mode de vie qui sont à faire évoluer. Un exemple souvent rebattu mais jamais combattu : tous les phénomènes de mode, induits par la publicité, qui conduisent souvent à mettre au rebut des objets, des matériels (une voiture, un poste de télévision...) dont l'efficacité n'est pas en cause mais qu'il faut remplacer parce qu'ainsi le veut une conception absurde et abusive du progrès.

Voilà, cursivement, quelques jalons pour mieux appréhender les liens entre ces deux crises, économique et écologique, en définitive moins antagonistes que complémentaires si l'on veut bien regarder au-delà de la prochaine échéance électorale. Ou si l'on veut bien se retourner vers 1973 lorsque le Club de Rome, s'appuyant sur une étude de scientifiques du MIT, tirait déjà la sonnette d'alarme : « Halte à la croissance ». Il n'avait qu'un petit demi-siècle d'avance.

Travail :

A partir des documents, repérez les différents arguments qui montrent que le développement économique actuel n'est plus viable.